

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/96
12 septembre 2003

(03-4865)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

ZIMBABWE

Déclaration de S.E. M. Samuel Creighton Mumbengegwi
Ministre de l'industrie et du commerce international

Je voudrais m'associer à tous ceux qui ont pris la parole avant moi pour remercier le gouvernement et le peuple du Mexique d'accueillir cette Conférence très importante avec une hospitalité attentive et en mettant à notre disposition de remarquables installations. Permettez-moi aussi de vous féliciter de votre élection. Je suis persuadé que, sous votre présidence, nos délibérations seront fructueuses pour nous tous. Nous nous associons également aux autres orateurs pour souhaiter chaleureusement la bienvenue au Cambodge et au Népal, nouveaux Membres de notre organisation.

Si mon pays est Membre de l'OMC, c'est parce que nous croyons en un système commercial multilatéral fondé sur des règles. Il faudrait que ce système soit équitable et équilibré, et que tous les Membres en soient les architectes. Nous sommes résolus à travailler avec acharnement à mettre cela en place. Les questions commerciales auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui sont aussi gigantesques que lourdes d'immenses conséquences pour les ambitions en matière de développement de la majorité, non seulement des pays Membres mais, surtout, de l'humanité dans son ensemble. Des pressions politiques s'exercent sur nous tous pour que nous fassions en sorte que notre commerce nous permette d'assurer une vie meilleure à nos concitoyens. Pourtant, à la grande consternation des pays en développement, les pays développés semblent décidés à continuer d'accorder des subventions à leurs acteurs économiques pour perpétuer le handicap commercial qu'ils nous infligent. Leurs subventions peuvent leur acheter des assurances d'ordre politique mais il ne faut pas qu'ils s'attendent à ce que nous acceptions cela alors que nous voudrions nous aussi nous mettre à l'abri de pressions et de retombées similaires. La survie même de notre population principalement rurale d'exploitants et de paysans dépend d'un accord sur un cadre équitable pour le commerce des produits agricoles. Mais le texte du Président montre on ne peut plus clairement que nous restons divisés entre ceux qui peuvent subventionner la production et les exportations et qui le font et ceux d'entre nous, pays en développement et pays les moins avancés, qui voudraient les subventionner mais ne peuvent le faire.

Comme nous continuons à engager nos partenaires développés dans ces négociations, ils nous disent qu'il faudrait, si nous voulons qu'ils bougent sur le terrain des réformes en matière de subventions agricoles, ouvrir nos marchés aux produits industriels. Ainsi, alors que nous pensions pouvoir protéger nos industries naissantes en pren

administrent les institutions financières multilatérales est encore perceptible dans beaucoup de nos pays. Nous sommes las des expérimentations politiques qui nous laissent invariablement dans une situation encore moins favorable, où ces mêmes institutions ne trouvent à nous offrir que de vains *mea culpa* pour leurs insuffisances. Négocions des réductions tarifaires valables comportant comme on nous l'a promis une "réciprocité qui ne soit pas totale" pour les plus faibles d'entre nous.

Nos partenaires développés parlent d'ambition et de compromis. Comment se fait-il que ce soient trop souvent les pays en développement qui finissent par accepter des compromis répondant aux vœux des puissants pays développés? La Déclaration de Doha est assez ambitieuse mais nous nous rendons compte que nos partenaires développés n'ont fait que consentir du bout des lèvres à la plupart des engagements qu'ils y ont pris. Ainsi, en ce qui concerne le traitement spécial et différencié, la Déclaration a pré-

2933.7((le)-4.epo)-2(ur)-5.8(14.8(n)(trait1.8Tc0T2 1 (Ts)-0t 1(s)ces)-5.8(d)6."ar